
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61039

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

dere Einrichtungen in der Besatzungszone. Doch trotz mancher Divergenzen bestand eine Interessenskongruenz zwischen Besatzungsmacht und Kirche gegen die Einigungsbestrebungen der Jugendbewegung unter kommunistischen Vorzeichen und für eine Orientierung der deutschen Jugend zu den westlichen Demokratien. Welcher Gestaltungsfreiraum möglich war, illustrieren auch die quasi in Kooperation von deutscher Redaktion und französischen Stellen realisierten beiden Zeitschriftenprojekte des katholisch orientierten »Fährmann« und der sozialistisch geprägten »Zukunft«.

Im zweiten Abschnitt beschreibt die Autorin den Neubeginn des Buchwesens, die Wiedergründung des Börsenvereins der Deutschen Buchhändler im Zeichen von Lizenzierung, Zensur und Papierzuteilung und der von den französischen Behörden selbst betriebenen Edition von Klassiker-Ausgaben und Broschüren, zumal die Franzosen und ihre deutschen Partner gleichermaßen von der »rééducation« der Jugendlichen mittels des Buches überzeugt waren. Außerdem werden am Beispiel der Stadtbibliothek Lahr die »épuration«, Lesegewohnheiten und die Präsenz der französischen Literatur erörtert und die neue Produktion der deutschen Verlage Herder (Freiburg), Wunderlich (Tübingen) und Stuffer (Baden-Baden) vorgestellt.

Abschließend bilanziert die Studie in beiden Untersuchungsfeldern als »contradiction fondamentale« die bekannte Ambiguität der französischen Besatzungspolitik zwischen Kontrolle und Kooperation, wobei die Politik sowohl gegenüber der Jugend als auch im Bereich des Buches in Baden-Baden gestaltet und von Paris keine Initiativen ergriffen wurden. Letztendlich und langfristig trugen die in beiden Bereichen unternommenen, detailliert beschriebenen Aktivitäten dennoch Früchte, indem sie die Gefahren einer (Re-)Nationalisierung der deutschen Jugend reduzierten und ihr eine Begegnung mit der französischen Kultur ermöglichten.

Wolfgang MÜLLER, Kaiserslautern

Friedhelm BOLL, Auf der Suche nach Demokratie. Britische und deutsche Jugendinitiativen in Niedersachsen nach 1945, Bonn (J. H. W. Dietz) 1995, 243 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Sozialgeschichte e.V. Braunschweig-Bonn).

Dans l'histoire de la jeunesse allemande de Basse-Saxe pendant la demi-décennie qui suivit la guerre, Boll cherche la réponse à la question qui inspire son titre: Comment la jeunesse allemande a-t-elle trouvé le chemin de la démocratie? L'auteur s'oppose au modèle explicatif bien connu de Rudolf Schelsky, d'une génération »sceptique«, pour la créditer d'une capacité d'engagement politico-social. Il part en effet du principe que les jeunes qui avaient assumé des responsabilités dans les mouvements de jeunesse nazis et qui avaient parfois gardé un souvenir enthousiaste de leurs expériences de vie collective, souhaitaient s'engager dans des actions, qu'ils choisissaient de préférence politiquement neutres: Églises, Croix-Rouge, etc. C'est du reste aussi la constatation que firent rapidement les occupants britanniques, qui adaptèrent leur politique avec pragmatisme. Boll prend le parti de centrer son étude sur les initiatives allemandes et de ne pas donner la vedette aux Anglais, sans pour autant ignorer leur rôle en tant que »conseillers pédagogiques« (*Lehrmeister*) et »inspirateurs« (*Ideengeber*). Le chapitre d'une vingtaine de pages qui traite plus en détails de la politique de la jeunesse menée par les Anglais montre comment, déçus par les premiers mois d'activité, où ils s'étaient abstenus d'intervenir, si ce n'est pour donner un cadre réglementaire à la politique de la jeunesse, ils investirent au cours de l'année 1946 des ressources en personnes, en moyens et en réflexion dans ce secteur. Fidèles aux principes généraux de leur politique d'occupation (*indirect rule*), ils cherchèrent à favoriser la rééducation politique par la pratique démocratique dans les groupes, clubs, etc., par la mise en place de règles de fonctionnement (autogestion, élection des cadres), et par des pratiques relationnelles agissant sur les

comportements (discussion, organisation systématique de contacts entre groupes différents, etc.). Ils font pression sur les Églises pour qu'elles élargissent leur programme, d'abord trop exclusivement orienté vers la pastorale, ils imposent la mise en place de structures chargées de la jeunesse au niveau des villes et des cercles (*Jugendparlamente* et *Jugendringe*); ils favorisent les Universités populaires spéciales (*Jugendvolkshochschulen*), la correspondance entre clubs allemands et anglais, les séjours de «cadres» en Angleterre. Sans oublier le rôle essentiel que jouait dans ces temps de pénurie l'aide matérielle apportée par le Gouvernement militaire.

Mais, répétons-le, le livre n'est pas consacré principalement à la politique britannique dans ce domaine; l'accent est mis sur la jeunesse allemande, sur le rôle pour et dans l'Allemagne démocratique de cette «génération de la Hitlerjugend». La problématique traitée est celle des modalités de la socialisation de cette génération, à partir de l'étude d'activités (*Jugendinitiativen*) qui peuvent être considérées comme des initiatives allemandes, même si, dans certains cas (les «clubs» en particulier), elles sont inspirées de modèles anglais.

Le livre s'articule autour de quatre exemples (que nous désignerons par leur nom allemand, pour éviter tout malentendu): le *Jugendring* de Göttingen; le *Club junger Menschen* à Hildesheim et Hannover; les *Falken* de Braunschweig; la *Schülerselbstverwaltung* et le *Gesprächskreis* qui en découla, à Hannover également. En dehors des *Falken*, qui se réclament de la social-démocratie, il s'agit de groupes sans appartenance politique.

Ce qui les différencie et donne à chacun de ces groupes une place spécifique dans le paysage, ce sont les modes de leur émergence, les personnes qui les ont suscités, soutenus, les projets dans lesquels ils s'inscrivaient, les programmes qu'ils proposaient à leurs membres. Ces activités ont laissé des traces dans les biographies des participants, en particulier, cela va de soi, dans celles des «cadres». Ceux-ci en effet ont été les principaux bénéficiaires de la démocratisation par le «self government». Cet apprentissage faisait d'eux une nouvelle élite – ce qui du reste causait quelque souci aux Anglais, qui voulaient à tout prix éviter un nouveau *Führertum*. Faute de pouvoir ici détailler les quatre exemples sur lesquels l'auteur fonde son analyse, nous en retiendrons quelques traits caractéristiques communs. Une préoccupation générale est révélée par la formule: «retirer les jeunes de la rue». En outre, il fallait leur donner un sentiment de solidarité, susciter un *wir-Gefühl*, qui prenne le relais du discours sur la *Volksgemeinschaft*. Pour cela, il fallait des lieux: salles de lecture, salles de réunions, maisons de vacances et de repos (*Jugendheime*); sur ce plan, l'aide des Britanniques fut décisive. Il fallait des programmes, qui définissaient des contenus et des pratiques: outre les cours, débats et discussions, destinés à l'apprentissage de la tolérance par l'information et la prise de parole, les activités artistiques et manuelles (chant, danse folklorique, théâtre, marionnettes, travaux manuels, etc.), faisaient l'essentiel des activités. L'auteur souligne l'héritage *bündisch* de ces programmes, ainsi que l'esprit issu de la *Lebensreform* des pratiques (interdiction de fumer, éloge de modes de vie «authentiques», choix de musique traditionnelle, refus du jazz, etc.). L'activité principale des *Falken* était l'organisation de camps de vacances sous tente; l'apprentissage démocratique y consistait en ceci: chaque tente élisait ses représentants au «parlement», des ministres, un bourgmestre, etc. Quant aux lycéens de Hanovre, outre la réalisation d'un journal, pour lequel ils obtinrent une licence des autorités britanniques, ils purent élire leurs délégués de classe, qui se réunissaient à leur tour en *Schülerparlament*. On reconnaît la pédagogie du *learning by doing*, débouchant sur des essais de démocratie vécue sur le terrain, que les occupants occidentaux cherchèrent les uns et les autres, avec des spécificités et des variantes, à mettre en œuvre dans leur politique de la jeunesse, et qui rencontra, dans les cas exposés ici, les orientations «réformistes» de certains pédagogues et responsables allemands.

Un autre domaine sur lequel Boll fonde sa démonstration est celui des séjours à l'étranger (ici en Grande-Bretagne). Là, comme ailleurs, la comparaison avec les autres zones s'imposerait; or l'ouvrage recensé ici s'abstient scrupuleusement de comparer avec ce qui se passait ailleurs qu'en Basse-Saxe. Dans ces conditions, contrairement à l'auteur (qui affirme p. 218 »Großbritannien hat auf diesem Gebiet bis 1949 ohne Zweifel mehr geleistet als die anderen westlichen Besatzungsmächte«), nous ne voyons aucune raison, à la lecture de son livre, de délivrer aux Britanniques un brevet de supériorité sur les autres occupants dans le domaine des séjours à l'étranger ...

En conclusion, l'auteur, qui s'est auparavant interrogé que la place de cette génération dans les actions de protestation des années 50 et son opposition au système adnauerien, revient, pour s'y opposer, sur le jugement sévère de quelques experts allemands (Mitscherlich, Schelsky, Spranger, Stammeler) sur la jeunesse d'après-guerre. Selon lui, les expériences faites pendant l'enfance et l'adolescence ont forgé une génération qui sut défendre l'idée européenne et s'opposer aux extrémismes, et sa démonstration est assez convaincante pour faire adhérer le lecteur à sa thèse.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Patrick von ZUR MÜHLEN, *Der »Eisenberger Kreis«. Jugendwiderstand und Verfolgung in der DDR 1953–1958*, Bonn (J. H. W. Dietz) 1995, 256 p.

Dans la petite ville d'Eisenberg, entre Iéna et Gera, de jeunes lycéens et étudiants se regroupèrent, en 1953, autour de Thomas Ammer afin de lutter contre le pouvoir et ses instances en RDA, d'où leur nom de »Eisenberger Kreis«. Ils se transmettaient des messages codés, se rencontraient dans les appartements familiaux ou en plein air pour discuter des écrits de Wolfgang Leonhard ou de Milovan Djilas et réclamer la liberté de la presse, dissimulant leurs revues occidentales dans des cachettes de fortune. Ils portaient des gants de caoutchouc pour fabriquer les tracts qu'ils diffusaient selon la méthode de Hans et Sophie Scholl à l'époque de la résistance au nazisme. Ils collaient des affiches subversives, couvraient les murs de graffitis ou détournaient le sens des slogans officiels, largement placardés dans les lieux publics. En 1955, ils fondèrent même un cabaret de lycéens. Arrêtés en 1958, ils furent jugés et condamnés à des peines de prison.

Leur histoire, c'est aussi celle de ceux auxquels ils se sont opposés. D'où la nécessité de mettre en parallèle ce qui peut parfois sembler n'être que la subjectivité d'un témoignage avec des rapports issus de nombreuses sources, les archives du SED, de l'Université d'Iéna et de la police politique de RDA. La »Gauck-Behörde« a malheureusement refusé l'accès aux archives de la Stasi, mais des témoins de l'époque ont mis leur propre dossier de la Stasi – certes accompagné des coupures et passages noircis habituels – à la disposition de P. von zur Mühlen. La dernière moitié de l'ouvrage est consacrée à l'analyse de ces documents, enrichie également par des entretiens avec les témoins. Tout ceci permet de mieux comprendre quelle fut la répression menée contre les membres du groupe et leurs proches.

Le premier but de l'étude est d'attirer l'attention sur les victimes du stalinisme en Allemagne, de rompre avec les tabous et les silences à l'Est, avec le désintérêt à l'Ouest où la simple évocation de ces faits rendit longtemps leur auteur passible d'être soupçonné d'anticommunisme primaire. L'accès aux sources était particulièrement difficile jusqu'à la chute du mur. L'autre obstacle à un travail scientifique relevait du peu de fiabilité d'une histoire orale qui se fondait en partie sur des rumeurs. Cette opposition à l'Est étant méconnue, il s'implanta dans les esprits l'idée que la fondation de la RDA et l'édification d'un État socialiste étaient approuvés par une large frange de la population qui ne remettait en cause que les excès de la bureaucratie et les difficultés d'approvisionnement. Tandis que l'Ouest s'étonnait de la rapidité avec laquelle s'était constituée une »nation est-allemande«, on voyait à l'Est l'émergence du mythe de l'euphorie qui aurait régné en 1945. On en oubliait presque